

Burundi : le président sortant seul candidat

BBC Afrique, 05 Juin 2010 Yves Sahinguvu, premier vice-président et dirigeant de l'UPRONA, a renoncé à se présenter, par crainte de fraudes. Le principal parti tutsi a annoncé tard dans la soirée de vendredi le retrait de son candidat à la présidentielle. Le président sortant Pierre Pierre Nkurunziza, un Hutu, reste seul en lice. C'est le président du parti, Bonaventure Niyoyankana, qui a annoncé la décision du bureau exécutif de l'UPRONA au cours d'une conférence de presse.

M. Niyoyankana a justifié la décision de son parti "par la grave crise politique engendrée par les élections frauduleuses du 24 mai, ainsi que par l'absence de traitement des recours introduits auprès de la Commission électorale et de ses démembrements". Cinq autres candidats de l'opposition, dont le dirigeant des Forces nationales de libération (ex-rébellion), Agathon Rwasa, s'étaient retirés mardi de la course à l'élection présidentielle du 28 juin, qu'ils estiment par avance "truquée". L'opposition a dénoncé des "fraudes massives" imputées au parti au pouvoir, le CNDD-FDD, lors des élections communales le 24 mai. Mais l'Uprona pourrait revenir sur cette décision si le parti reçoit "l'assurance qu'il n'y aura pas de fraudes et d'irrégularités". Plus tard dans la journée de vendredi, le président de la Commission électorale, Pierre Claver Ndayicariye, avait appelé les candidats qui se sont retirés de la course à revenir sur leur décision. Le président de la CENI a certes reconnu qu'il y avait eu des problèmes de logistique lors du scrutin auxquels, assure ce dernier, il a été remédié. Il rappelle que les observateurs de l'Union européenne ont affirmé que les élections communales s'étaient déroulées dans le respect des normes internationales. Les représentants de la communauté internationale au Burundi ont "regretté" la décision des partis d'opposition de se retirer de la présidentielle et les ont appelé à revenir sur leur décision. Les partis de l'opposition, membres de l'Alliance des démocrates pour le changement au Burundi (ADC), dans un texte commun, considèrent la déclaration de la communauté internationale comme signe de "mépris pour le peuple burundais". Le Burundi n'est pas "une république bananière dans laquelle la corruption à grande échelle, les fraudes électorales, les violations des droits de l'homme ainsi que l'oppression, peuvent rester impunément tolérées", s'indigne le porte-parole de l'opposition, Léonard Nyangoma.